

Sommaire n°39

Du 01 au 07 décembre 2014

Editorial

Le prochain tigre en cage, sera kaki

Environnement

La Chine, prête au grand bond dans le vert

Economie

Réforme du crédit - un pas en avant, un pas en arrière

Société

Lueur d'espoir pour les femmes battues

Histoire

Même le poulet, vient de Chine...

Petit peuple

Chengdu - Tan Shen, la rupture douloureuse (1ère partie)

Rendez-vous

du 1er au 7 décembre 2014

Editorial

Le prochain tigre en cage, sera kaki



Placé sous le signe de la « **gouvernance légale** » (法治), le **4ème Plenum**, loin d'enterrer la **campagne anti-corruption** qui sévit depuis deux ans, bien au contraire l'a renforcée et l'inscrit dans la durée. Le 25/11, la **Commission Centrale de Discipline (CCID)** lançait une 3ème phase visant 13 bastions d'Etat, tels Dongfeng (auto), Unicom (tél), Huadian (électricité), CRI (radio), le ministère de la Culture, ou Sinopec (pétrole). Pour gagner du temps, au lieu d'éplucher les livres de comptes, les inspecteurs se concentreront sur une seule division – selon dénonciation.

La CCID aussi, pour éduquer le simple citoyen sur les risques de la corruption, publie les résultats de deux ans d'enquête, véritable **petit manuel** de « comment acheter ou vendre un poste, une promotion, une mutation ».

Le meilleur moment, par exemple, est celui des vacances (quand nul ne vous voit), quand des postes sont à pourvoir (élections locales, changement d'équipe dirigeante), ou avant de gros besoins d'argent (pour payer des frais médicaux, des études à l'étranger, un mariage).

Le prix peut atteindre des millions d'€ et forcer le corrupteur à s'endetter lourdement –quitte à se rembourser ensuite dans ses nouvelles fonctions. Tout le mal, selon la CCID, provient de la toute puissance du chef, qui force ses adjoints à se « mouiller » avec lui .

La campagne frappe le plus fort l'**armée**. Ex-n°3 de la Commission Militaire Centrale (CMC), **Xu Caihou** (cf photo à droite) s'est vu confisquer des trésors de jade, des dizaines de lingots d'or, une tonne de billets de banque et des dizaines d'appartements. Le 20/11, Liu Yazhou, Commissaire du Parti à l'université Nationale de Défense, prédit qu'un autre « tigre » en kaki va être pris. Peut-être le Général **Guo Boxiong** (cf photo à gauche), ex-n°2 à la CMC. Toute l'**APL** serre les rangs : 200 officiers sont inquiétés dont 7 arrêtés en 8 jours, et 3 suicidés en 2 mois.

En même temps, le pouvoir prépare à l'APL des mesures de « réarmement moral ». Bientôt, des commandos militaires pourront opérer hors-frontières, et surtout les promotions n'auront plus lieu que sous des critères stricts de loyauté à **Xi Jinping**, et de probité.

Ce qui renvoie à la « gouvernance légale », le dernier slogan de Xi Jinping, qui tente de réconcilier deux écoles antiques de pensée : la **légaliste de Han Feizi** (280–233 av. J.-C.), la **moraliste de Confucius** (551–479 av. J.-C.). En filigrane de ce cadre conceptuel, on voit le besoin de faire accepter par les hauts cadres, un tournant réformiste qui lèse leurs intérêts corporatistes. Xi sent qu'il ne peut exiger de ces « fils de 2ème génération rouge » (hong'er dai, 红二代), de tomber brusquement sous le coup de la loi. Ils doivent pouvoir en être « parfois » exemptés, sous prétexte d'autodiscipline (de « vertu »).

Bien sûr, ce principe hérité du passé, est intenable. Il maintient l'arbitraire et n'ose toujours pas imposer les seuls outils anti-corruption qui marchent ailleurs sur Terre : l'indépendance de la presse et de la justice. Mais dans sa course au changement, Xi n'a pas le choix : pour atteindre un consensus, il doit faire des compromis avec ce puissant groupe des familles révolutionnaires, dont il est issu et qui l'a élu.

La Chine, prête au grand bond dans le vert



Voici revenu l'hiver chinois, temps de forte **pollution**, des rhumes et des migraines. Le 1er décembre s'ouvre à Lima (Pérou) le sommet **COP20** de l'**ONU** sur le changement climatique. La Chine y arrive prête à coopérer et désireuse de résultat. Par rapport au COP15 de Copenhague (2008), c'est un tournant à 180°.

C'est que entretemps, elle a calculé les risques à ne rien faire, et les profits à attendre d'un succès en **décarbonisation** de son économie. Selon le rapport de l'Université Tsinghua « la Chine et la nouvelle économie climatique », en employant les bons outils politiques, il lui en coûterait d'ici **2030** moins de 1% du PIB pour commencer à réduire son usage du charbon, tout en gardant une croissance de **PIB de 7%** (en 2030) et de 4,6% par la suite.

Pour He Jiankun, vice-Président du Comité national au changement climatique (et patron à Tsinghua du laboratoire d'économie à bas carbone), les investissements actuels dans l'environnement sont loin de suffire pour franchir d'ici 2030 ce col de la baisse carbonique, comme promis par Xi Jinping à Barack Obama dans l'accord sino-US signé ce mois-ci. Mais ce n'est pas grave car en fait, cette promesse a été faite pour imposer au pays un objectif. Désormais, des décisions techniques peuvent suivre, pour honorer l'engagement.

Ainsi, un plan d'action est adopté (19/11), qui plafonnera en 2020 l'usage du **charbon à 4,2 milliards de tonnes**, contre 3,61 milliards de tonnes l'an passé, pour une hausse de 3,5% par an.

L'effort figure déjà au **13^{ème} Plan (2016-2020)**, à l'échéance duquel la houille ne comptera plus que pour 62% du tout. Les énergies renouvelables (hydroélectricité, éolien, solaire et nucléaire) prendront le relais, de 9,8% en 2013 à 15% en 2020 et 20% en 2030, voire 26%, si le pays parvient à investir 145 milliards de \$ par an dans la filière d'ici là.

Le rapport Tsinghua confirme l'imminence d'une réforme des prix du charbon et des **hydrocarbures**, et un contrôle de l'usage des énergies et de l'émission de **gaz à effets de serre**. L'action simultanée sur tous les fronts est nécessaire, pour laisser graduellement émerger un marché des énergies propres et renouvelables où les acteurs économiques trouvent intérêt à investir dans des énergies à bas carbone.

D'ici 2030, l'intensité carbonique (l'usage de houille nécessaire pour produire 1% de PIB) aura réduit de 58%. Teng Fei, co-auteur du rapport précise : pour gagner le pari de 2030, cette intensité carbonique devra d'ici là décliner à rythme supérieur à la croissance du PIB, et le PIB baisser à 4 ou 5%.

Depuis le COP15 de 2009 à Copenhague, la Chine, qui défendait âprement le droit du Tiers monde à polluer comme bon lui semblait (la Chine est aujourd'hui 1er émetteur mondial avec 30% du total) a donc énormément évolué.

Xi Jinping a donné à ce revirement une raison patriotique mais raisonnable, pour soutenir une discipline supranationale contraignante afin de limiter le réchauffement climatique à 2° d'ici la fin du siècle : « la Chine ne change pas suite aux pressions

extérieures, mais selon ses besoins ». Depuis 2010, le pays est entré dans une courbe exponentielle de détérioration atmosphérique.

En 2012, le nombre de décès dus au charbon industriel a atteint 670.000, dont 350.000 par artériosclérose, 170.000 par arrêt cardiaque, 84.000 par maladie pulmonaire chronique et 65.000 par cancer des poumons.

Sur les chances d'entente à Lima et surtout au **COP21 à Paris fin 2015**, les négociateurs chinois comme **Su Wei** ou **Xie Zhenhua** sont prudemment optimistes, mais sans aller jusqu'à espérer un objectif fort. C'est d'une part, que le tournant de déconstruction « idéologique » entamé par le pays, n'est pas achevé : Su Wei continue à réclamer que l'effort de décarbonisation soit surtout à charge des pays « riches ».

Mais d'autre part, cette faible ambition dévoile la nouvelle hantise de la Chine, concernant cette négociation internationale : à présent qu'elle a pris le parti d'« y aller », elle craint de devoir constater que les **Etats-Unis** ne suivent pas, et qu'elle se retrouve seule (avec l'Europe et une poignée d'autres) à s'imposer cette épreuve qui, dans un premier temps, favorisera ceux qui s'en abstiendront.

Xie Zhenhua craint que le **Parti Républicain américain**, traditionnellement anti-écologique, remporte les présidentielles de 2016 et envoie à la trappe l'accord péniblement obtenu à Paris. On peut le comprendre : c'est ce qu'avait fait le Congrès il y a 20 ans, en refusant de ratifier le **Protocole de Kyoto**. Mais l'essentiel est ailleurs : dans la conscience du Parti au pouvoir, que son destin et celui du pays, tiennent à un ciel propre. A l'avenir, la Chine pourra user de son influence sur l'allié trans-pacifique, pour le convertir petit à petit à cet objectif.

Réforme du crédit - un pas en avant, un pas en arrière



Le 21/11, la **Banque Populaire de Chine** (BPdC) fit froncer les sourcils des milieux financiers : pour la 1ère fois en 30 mois, elle **réduisait le taux pivot du prêt** à un an de 0,4%, le portant à 5,6%, et le **taux du dépôt**, de 0,25%, pour atteindre 2,75%.

Les analystes furent unanimes : le 1er ministre **Li Keqiang** admettait ainsi l'échec de sa stratégie de crédit « goutte-à-goutte ». En distribuant le crédit avec parcimonie, et uniquement aux projets prioritaires (infrastructures, agriculture, logis social), Li pensait calmer la croissance et résorber les énormes masses monétaires flottantes issues du stimulus public de 2008, et aujourd'hui hors contrôle, aux mains de la **banque grise**.

Mais au 3ème trimestre, la croissance reculait à 7,3% : le spectre d'une chute en dessous de 7% en décembre forçait la BPdC à changer son fusil d'épaule en limant le taux d'intérêt. Il fallait se remettre à favoriser l'épargne, le crédit, et tailler dans les profits des banques en resserrant les marges entre dépôt et prêt. D'autres coupes pourraient suivre, des taux du crédit et des réserves obligatoires (aujourd'hui 20% des actifs).

D'une certaine manière, la volte-face avait été anticipée la veille par un article dans Shanghai Securities News, par

deux chercheurs à la **NDRC**, Xu Ce et Wang Yuan. D'après ces planificateurs, de 2009 à 2013, le pays a perdu 42.000 milliards de yuans en « investissements inefficaces ». La courbe avait été exponentielle : de 4.700 milliards de ¥ en 2009, le gaspillage s'était envolé en 2013 à 13.200 milliards de ¥ - 47% de l'investissement national. Or, concluent les auteurs, investir lourdement chez ses voisins comme la Chine l'envisage aujourd'hui (dans des projets géants telle la « Route de la Soie LIEN » où Pékin promet 40 milliards de \$), n'est pas compatible avec ces dettes improductives à l'intérieur du pays.

Officiellement, la coupe des taux doit rouvrir le crédit aux PME. Mais, remarquent les experts, un tel effet est impossible à obtenir : les banques qui perdront désormais 5% de leurs profits (calcule Cinda Securities), ne peuvent pas risquer des prêts à des PME dont la solvabilité est plus que jamais fragile. Selon les chiffres de la BPdC fin septembre, les prêts aux PME représentaient 29,6% du total, 14.600 milliards de ¥ que ces firmes, étranglées entre méventes et refus de reconduction du crédit, ne peuvent plus rembourser.

En ordonnant à la BPdC de couper le taux d'intérêt, l'Etat espère soutenir les PME, les plus créatrices de valeur et d'emploi. Mais on peut douter qu'il y parvienne par ce biais-là. En fait, son action (et il le sait) sourira d'abord à la « vieille économie » : aux grandes entreprises d'Etat (armateurs, aciéries), aux promoteurs fonciers, aux caisses des provinces, qui refinanceront leurs dettes ou lanceront de nouveaux chantiers.

Forcée de conduire cette coupe, la BPdC par contre, y trouve son compte sur un autre plan : elle encourage les banques à moduler leurs propres taux de dépôt jusqu'à 20% du taux pivot, et avance la réforme du taux d'intérêt,

jusqu'à une libération complète qui serait pour 2016 au plus tard, selon **Zhou Xiaochuan**, le gouverneur pressenti à quitter son poste après 12 ans de service—il pourrait être relayé par **Guo Shuqing**. Cette liberté de tarification laissée aux banques leur permettrait de s'arracher aux vieilles habitudes du club socialiste, de prêts exclusifs au secteur étatique. Au contraire, elles se mettraient à faire jouer le marché et la concurrence entre elles, au profit du client.

Le souci est que sur 16 banques cotées en bourse, seules 5 des plus petites telles la Banque de Ningbo ou celle de Nanjing, ont accepté de jouer le jeu. Ces établissements ont leur sort lié à celui des grands emprunteurs, leurs patrons faisant carrière alternativement d'un poste bancaire à un poste politique. Guo Shuqing par exemple, vice-gouverneur de la BPdC jusqu'en 2001, est aujourd'hui gouverneur et vice-Secrétaire du Parti au Shandong.

Selon Haibin Zhu, chef économiste à JPMorgan, la coupe des taux révèle la peur des dirigeants de la baisse de la croissance à court terme et « *des efforts désespérés pour réduire les coûts financiers des grandes entreprises* ». Mais le calcul comporte un vice potentiellement redoutable : les prêts irrécupérables des banques, dont le bilan déclaré ne serait, selon l'autorité de tutelle CBRC, que « la face visible de l'iceberg ». Près de 1000 milliards de ¥ de prêts, consentis aux consortia et aux provinces depuis 2008, seraient des mauvaises dettes. Pour parer au risque d'explosion en série des faillites, ICBC et Banque de Chine sont en train de lever des obligations en dizaines de milliards de yuans, à 6%. Sans compromettre la stabilité financière du pays, cette situation, désormais, va jouer un rôle de frein à la croissance—et la grande réforme financière rêvée par Li Keqiang, va nécessiter un très grand courage politique.

Lueur d'espoir pour les femmes battues



Un projet de loi contre la **violence au foyer** vient d'être soumis (26/11) aux citoyens, invités à faire leurs commentaires par internet d'ici le 25 décembre. Les dates sont chargées de symboles : entre la journée mondiale **anti-violence domestique** et le jour de Noël, Pékin semble vouloir parler aux populations les plus vulnérables de la société et donner suite à la promesse d'une vie plus douce faite par Xi Jinping, dans son discours de Rêve de Chine.

Les victimes sont surtout –en Chine, comme ailleurs– les femmes. La **Fédération des Femmes** estime à 40%

le nombre de celles ayant connu coups ou viols, soit 7% de plus que la moyenne mondiale (chiffre stable depuis la fin des années '80). Paradoxalement, le problème est lié à l'émancipation des femmes, plus éduquées et riches qu'il y a 20 ans. Le conjoint devient violent pour s'approprier son argent, forcer l'acte sexuel, ou exercer sa liberté extraconjugale - 90% des divorces sont initiés par les épouses, et pour cause d'infidélité du conjoint.

L'autre cause est la tolérance de l'Etat. La société considère tabou de s'ingérer dans les litiges des couples. Une mauvaise foi institutionnalisée a incité, à ce jour, la police à refuser d'intervenir et à réclamer des « preuves » des **femmes** venues se plaindre (qui n'étaient que 7% des femmes battues, les autres ne se faisant nulle illusion sur leur chance de soutien). D'où le communiqué de la Fédération pour soutenir la loi : « la violence domestique n'est pas une dispute familiale, mais une agression contre les droits humains, qui doit être combattue ».

Le **projet de loi** offre enfin une définition légale de cette violence, permettant

ainsi au juge d'établir un délit. Il permet d'expulser le violent du domicile et de lui interdire de revendre le bien sous propriété commune pour six mois, si la victime se plaint sous 30 jours. Associations, écoles et hôpitaux ont le devoir de rapporter les violences constatées. Quoique encore privées de reconnaissance légale, ces **ONG** reçoivent ici un pouvoir : l'Etat reconnaît ainsi qu'elles font nécessairement partie de la solution.

Il faut le dire, la **loi** demeure lacunaire. Les peines sont trop légères : le meurtrier de sa femme lors d'une dispute ne risque que 7 ans. Les femmes non-mariées ne sont pas protégées, et enfin, pour une femme battue, un mois pour aller se plaindre, c'est très court, disent les féministes. Mais même ainsi, ce projet du Conseil d'Etat constitue un sérieux premier pas, si l'**ANP**, à partir de janvier 2015, décide de le voter. Il contribuera aussi à abolir à terme les châtiments corporels contre les filles (33,5%), les garçons (52,9%) et vieillards (13%). Une nouvelle ère en perspective.

Histoire

Même le poulet, vient de Chine...



En 2002, une étude multidisciplinaire à travers les 5 continents retraçait le berceau du **chien** en Chine du Nord, et sa naissance à - 15 000 avant J.-C. Issues de loups apprivoisés, 3 « Eve canines » avaient donné leurs gènes,

qui se retrouvaient dans toutes les sous-espèces contemporaines créées par croisements à travers les millénaires.

Aujourd'hui, une autre étude nous révèle que la **poule** aussi, pourrait provenir de Chine, à la même époque. Dirigée par le Professeur Zhao Xingbo de l'Université agronomique nationale, avec le soutien d'autres instituts tel l'Université de Potsdam, la recherche suggère que contrairement à Darwin qui situe l'apparition de la volaille domestique à -4 000 av. J.-C., celle-ci aurait au moins 12.000 ans et viendrait du **Dongbei**.

La méthode a consisté en une analyse de l'ADN mitochondrial (un sous-ensemble d'une cellule) sur 39 ossements de poulets trouvés dans des tombes, datés de 2.300 à 10.500 ans av. J.-C. L'objectif était de comparer les génomes avec ceux d'espèces modernes. Tous ont été trouvés appartenant à l'espèce générique « Gallus », soit du poulet domestique,

distincte des faisans ou perdrix. Et ils appartiennent à l'une ou l'autre des trois sous-espèces répandues partout sur Terre à l'ère moderne.

Cette découverte bouleverse les experts : jusqu'à présent, le nord chinois était rayé de la liste des régions candidates au « jardin d'Eden de la basse-cour » - sol et climat du Dongbei, par leur rigueur, n'étant pas adaptés au développement du « coq doré » (Gallus gallus), l'ancêtre du poulet moderne. Mais aujourd'hui, le professeur Zhao explique cette erreur par un brutal changement climatique et de végétation intervenu depuis 12.000 ans. Il n'est pas encore démontré que ce poulet chinois ait été d'élevage –il aurait pu être chassé. Quoiqu'il en soit, suite à cette étude, le poulet rejoint à présent le chien dans la ferme des animaux domestiqués ou en voie de domestication par les premiers hommes. Et ce processus fondateur de la civilisation, se passe en Chine.

Chengdu - Tan Shen, la rupture douloureuse (1ère partie)



A 26 ans, **Tan Shen** luttait depuis l'enfance pour s'imposer. Toute petite, elle avait dû résister à des parents autoritaires, croyant dur comme fer aux vertus pédagogiques de Confucius et réprimant avec ardeur ses bouffées d'expression individuelle.

Sur les bancs de son école à Qingdao (Shandong), levant la main du matin au soir, elle livrait une guerre de tranchée pour le privilège dérisoire de répondre aux questions –sans penser à mal, maîtres et maîtresses privilégiaient les **garçons**. Elle guerroyait aussi pour que les garçons fassent attention à elle.

Outrageusement dorlotés par leurs mères et certains de leur supériorité sur le « beau » sexe, ces fils uniques prétendaient ne sortir qu'avec des « grandes ».

Aussi Tan Shen avait-elle trouvé ce subterfuge de porter des chaussures compensées (10cm), qui la perchaient une demi-tête plus haut que des gars de son âge. Dès lors, elle devenait « éligible » aux yeux de celui sur lequel elle avait jeté son dévolu !

En classe de terminale en 2005, Tan Shen avait griffé sa meilleure amie qui

venait d'essayer de lui « piquer » son petit copain. Sauver son **couple**, dès lors, lui semblait d'une importance existentielle : son image face aux autres, son estime de soi en dépendaient. Aussi faisait-elle par ailleurs des efforts surhumains pour plaire à ce petit coq plutôt bellâtre et suffisant, l'aidant dans ses révisions au détriment des siennes, et tolérant chez lui des gestes maladroits.

Malgré ses efforts, la **séparation** tant redoutée et vécue tant de fois en cauchemars prémonitoires, finit par arriver : il rompit au printemps 2006, prétextant l'ordre de sa mère et l'imminence du Gaokao, leur examen crucial de fin d'études. Regardant ses pieds, la jeune fille avait accepté la sentence sans rien dire, avec aux joues le rouge de « la honte de se sentir inférieure » (自惭形秽, *zi can xing hui*). Au fond d'elle-même pourtant, Tan Shen savait bien qu'elle valait mieux que cela : elle se jura de changer.

Deux mois plus tard quand les résultats du Gaokao tombèrent, Tan Shen fut admise à Chengdu, à la prestigieuse université du Sichuan, et se dépêcha de partir, trop heureuse de couper les liens avec son enfance, pour pouvoir enfin déployer ses ailes. Elle franchit sans peine ses trois ans d'études, dans une ambiance simple et gaie, entre potaches partageant leurs maigres moyens pour s'amuser.

À la sortie de l'université, la chance sembla se profiler : un bon emploi dans une compagnie commerciale et peu après, en janvier 2014, elle sortait avec Zhou Jiahong, beau garçon de 28 ans, professeur dans un collège privé. Avec un peu de chance, il serait son « Mr Right », l'homme de sa vie !

Mais elle avait tant envie de se fondre dans le moule d'une vie « normale » qu'elle en fit trop, retombant dans le

comportement auto-destructeur du passé. Sans objecter, elle avait accepté que Zhou envahisse son studio—dont elle payait seule le loyer, elle avait insisté pour cela et il ne s'était pas fait prier pour accepter. Chaque matin avant le travail, elle lui demandait ce qu'il voulait manger le soir, puis faisait les courses dans la journée, revenant tôt pour cuisiner, dresser la table, arranger le bouquet de fleurs et la bougie. Après le dîner (avalé sans un compliment), elle faisait la vaisselle.

Elle l'appelait lors de ses pauses, sur son portable. Il la rabrouait, mais elle ne pouvait s'empêcher de continuer – c'était sa drogue. De même, elle avait commencé à s'habiller d'une manière toute nouvelle, selon ses désirs à lui, pour lui plaire.

Et puis un beau matin, au moment de se séparer, il lui annonça tout bonnement qu'il ne reviendrait pas : il la quittait. Il ne voulait pas lui faire de la peine, mais il fallait bien lui dire : elle était collante, conformiste, vieux-jeu et tutti quanti. Lui, Zhou préférait être honnête : elle n'était pas pour lui, alors merci pour tout, et basta. Il partait avec au bras gauche son porte-document, et au droit sa valisette.

C'est seulement alors qu'elle réalisa qu'en 15 jours, discrètement, il avait évacué la quasi-totalité de ses affaires. C'était pour Tan Shen la fin de son monde, de ses valeurs et de ses rêves d'enfance. Une pensée alors lui fit froid dans le dos : son propre nom, homonyme de Dan Shen (单身, célibataire), lui promettait de rester vieille fille à jamais...

Rendez-vous la semaine prochaine pour le n°40, le dernier de 2014, pour savoir comment Tan Shen va se sortir de cette épreuve !

Rendez-vous

du 1er au 7 décembre 2014



3-5 décembre, **Shanghai** : **China RubberTech**

4-6 décembre, **Shanghai** : **AsiaSolar Photovoltaic Expo**

4-6 décembre, **Shanghai** : **SIPPE, SIPVCE, Salons du pétrole et de la pétrochimie**

4-6 décembre, **Shanghai** : **SIOOE, SIOTE, Salons du Pétrole et Gaz offshore**

4-6 décembre, **Shanghai** : **SDSSE, Salon de la technologie et des équipements de distribution et de stockage d'énergie**

4-12 décembre, **Shanghai** : **TIM Expo, Salon du matériel d'isolation thermique et des technologies liées à l'économie d'énergie**

6-12 décembre, **Chongqing**, **Salon Auto**

9-12 décembre, **Shanghai** : **Automechanika**

10-12 décembre, **Canton**, **INMEX, Salon de l'industrie maritime, construction et réparations de bateau, développement des ports**

12-15 décembre, **Pékin** : **Salon international de l'immobilier de luxe**